



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION

DOCUMENTS OFFICIELS

1722e séance
(séance d'ajournement)
Vendredi 31 juillet 1970
à 10 h 35

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Pages

Point 19 de l'ordre du jour :	
Conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement	
Rapport du Comité économique (<i>fin</i>)	239
Point 29 de l'ordre du jour :	
Calendrier des conférences	
Rapport du Comité de coordination	239
Point 28 de l'ordre du jour :	
Mesures visant à améliorer l'organisation des travaux du Conseil	
Rapport du Comité de coordination	240
Incidences financières des décisions prises par le Conseil à sa quarante-neuvième session	240
Point 3 de l'ordre du jour :	
Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (<i>fin</i>)	
Rapport du Comité économique	241
Point 31 de l'ordre du jour :	
Dispositions relatives au rapport du Conseil à l'Assemblée générale	246
Point 18 de l'ordre du jour :	
Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	246
Ajournement de la session	246

Président : M. MARAMIS (Indonésie)

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR

Conventions fiscales entre pays développés
et pays en voie de développement

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/4917) (*fin*)

1. Le PRÉSIDENT rappelle que le Conseil a décidé à la séance précédente de renvoyer à la présente séance sa décision concernant la question de l'accroissement du nombre de membres du Groupe spécial d'experts des conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement.

2. Il suggère que le Conseil, compte tenu du vœu formulé par la délégation ceylanaise, prie le Secrétaire général d'envisager une légère augmentation du nombre des membres du Groupe spécial d'experts, et, au cas où il se révélerait possible de donner suite à cette proposition, de tenir compte de l'intérêt manifesté par le Gouvernement de Ceylan à devenir membre du Groupe spécial.

Il en est ainsi décidé.

POINT 29 DE L'ORDRE DU JOUR

Calendrier des conférences

RAPPORT DU COMITÉ DE COORDINATION
(E/4924)

3. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité de coordination sur le point 29 (E/4924), et il appelle son attention sur la question de la périodicité des sessions de la Commission de la condition de la femme (E/4900, par. 21 à 24), au sujet de laquelle le Comité de coordination ne s'est pas prononcé.

4. Mme HIRLEMANN (France) dit que la délégation française est d'avis que les sessions de la Commission de la condition de la femme doivent avoir lieu tous les deux ans. Non seulement cela permettrait de faire des économies, mais cette fréquence se justifie en outre par le caractère limité des travaux de la Commission, qui n'ont pas autant d'ampleur que ceux de la Commission des droits de l'homme.

5. M. DRISS (Tunisie) suggère que la Commission de la condition de la femme se réunisse en 1971 et en 1972, puis, à partir de cette dernière année, tous les deux ans.

6. M. ALLEN (Royaume-Uni) souscrit aux observations de la délégation française. Il ne peut appuyer la suggestion du représentant de la Tunisie, car le Conseil a déjà décidé que la Commission de la condition de la femme devait se réunir tous les deux ans à partir de 1971.

7. M. ASANTE (Ghana) appuie la suggestion du représentant de la Tunisie. Il estime que le Conseil devrait revenir sur sa décision concernant les sessions de la Commission de la condition de la femme. Le programme de la Commission est chargé et, au moment où va s'ouvrir la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, un certain nombre de problèmes importants qui sont du ressort de la Commission n'ont pas encore été réglés. Le succès ou l'échec de la deuxième Décennie du développement dépendra de la capacité des Etats Membres de l'ONU de créer les institutions sociales qui permettront de donner un sens aux changements que l'on attend. La Commission de la condition de la femme a un rôle très important à jouer dans ce domaine. Il faudrait au moins lui donner le temps d'achever ses travaux en cours et d'établir un nouveau programme de travail en vue de sessions biennales.

8. Le PRÉSIDENT invite le Secrétaire du Conseil à présenter les incidences financières de la suggestion tendant à réunir la Commission de la condition de la femme en 1971.

9. M. AHMED (Secrétaire du Conseil) rappelle que, lorsque la question a été soulevée à la vingt-troisième session de la Commission de la condition de la femme, le Secrétaire général a informé la Commission que les dépenses à prévoir pour une session en 1971 seraient de 58 000 dollars si elle se tenait à Genève et de 23 000 dollars si elle se tenait à New York. Ces chiffres comprennent des dépenses directes de 21 000 dollars et de 23 000 dollars, respectivement, au titre des frais de voyage des membres. Si la session de la Commission se tenait à Genève à une époque bien choisie par rapport à d'autres réunions, des économies pourraient être réalisées sur les frais de personnel temporaire.

10. Comme le Comité de coordination recommande de différer jusqu'à la reprise de la quarante-neuvième session l'adoption d'une décision au sujet de la date et du lieu de la session de la Commission de la population (E/4924, par. 4 f), certaines délégations ont émis le vœu que cette commission se réunisse au début de 1972, et non en automne 1971. Si le Conseil décidait que la Commission de la condition de la femme siègera l'année prochaine pendant deux semaines, en même temps que la Commission de la population, du 1er au 10 novembre à Genève, il n'y aurait aucune incidence financière, excepté les frais de voyage.

11. M. NYNYEQUE (Kenya) rappelle que sa délégation avait demandé au cours de la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale que la question de la fréquence des sessions de la Commission de la condition de la femme soit réexaminée. Il lui est donc difficile de ne pas appuyer l'idée de sessions annuelles de la Commission. Cependant, dans un esprit de compromis, la délégation kényenne appuie la suggestion du représentant de la Tunisie.

12. Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition du représentant de la Tunisie tendant à ce que la Commission de la condition de la femme siège en 1971 et en 1972, puis, à partir de cette dernière année, tous les deux ans.

Par 11 voix contre 9, avec 3 abstentions, cette proposition est rejetée.

13. Le PRÉSIDENT fait observer que, compte tenu de la décision qui vient d'être prise, la durée du mandat des membres de la Commission de la condition de la femme doit être portée à quatre ans.

Il en est ainsi décidé.

14. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objections, il considérera que le Conseil adopte les recommandations concernant le calendrier des conférences qui figurent aux paragraphes 4 et 5 du rapport du Comité de coordination (E/4924), sous réserve de la décision que le Conseil prendra à la reprise de sa quarante-neuvième session au sujet de la session de la Commission de la population.

Il en est ainsi décidé.

15. Le PRÉSIDENT suggère que le Conseil prenne note avec intérêt du rapport du Secrétaire général sur les conférences et réunions tenues dans les domaines écono-

mique et social et dans celui des droits de l'homme (E/4887).

Il en est ainsi décidé.

POINT 28 DE L'ORDRE DU JOUR

Mesures visant à améliorer l'organisation des travaux du Conseil

RAPPORT DU COMITÉ DE COORDINATION (E/4923 et Add.1)

16. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner la première partie du rapport du Comité de coordination sur le point 28 (E/4923).

17. Il met aux voix successivement les recommandations consignées aux alinéas 1 à 8 du paragraphe 6 de ce rapport.

Par 21 voix contre zéro, avec 3 abstentions, l'alinéa 1 est adopté.

A l'unanimité, l'alinéa 2 est adopté.

Par 16 voix contre zéro, avec 7 abstentions, l'alinéa 3 est adopté.

Par 21 voix contre une, avec 5 abstentions, l'alinéa 4 est adopté.

Par 20 voix contre une, avec 3 abstentions, l'alinéa 5 est adopté.

Par 24 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'alinéa 6 est adopté.

Par 19 voix contre zéro, avec 7 abstentions, l'alinéa 7 est adopté.

Par 24 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'alinéa 8 est adopté.

18. Le PRÉSIDENT met aux voix l'ensemble du paragraphe 6 du rapport du Comité de coordination.

Par 26 voix contre zéro, avec une abstention, l'ensemble du paragraphe 6 est adopté.

19. Le PRÉSIDENT propose au Conseil d'adopter la recommandation contenue dans la deuxième partie du rapport du Comité de coordination (E/4923/Add.1).

La recommandation est adoptée.

Incidences financières des décisions prises par le Conseil à sa quarante-neuvième session (E/4913)

20. M. KASSATKIN (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que sa délégation avait demandé, lors de l'examen du point 6 a de l'ordre du jour, à la 1709e séance, que les mesures destinées à renforcer le secrétariat de la CEAEO soient prises dans le cadre du budget de l'ONU sans que cela oblige à engager du personnel supplémentaire.

21. La délégation de l'URSS avait d'autre part souligné, à la 398e séance du Comité de coordination, que l'établisse-

ment d'un questionnaire et l'élaboration d'un rapport préliminaire sur les structures régionales ne devraient pas avoir d'incidences financières. Elle estime donc que les dépenses d'un montant de 10 000 dollars prévues pour les honoraires, frais de voyage et indemnités de subsistance d'un consultant au titre du point 7 a de l'ordre du jour ne devraient pas figurer dans le rapport du Secrétaire général sur les incidences financières (E/4913).

22. A propos du point 13 — La mer —, la délégation soviétique s'est abstenue, au Comité de coordination, lors du vote sur les deux premiers alinéas du préambule du projet de résolution relatif à la coordination en matière océanographique et se réserve le droit de revenir sur cette question.

23. Au sujet du point 22 — Assistance en cas de catastrophe naturelle —, le rapport du Secrétaire général sur les incidences financières diffère de la résolution adoptée par le Conseil à la séance précédente, où il est demandé non pas d'engager un nouveau fonctionnaire, mais de confier la tâche envisagée à un fonctionnaire faisant déjà partie du Secrétariat.

24. M. DRISS (Tunisie), notant que le rapport ne fait mention que des dépenses supplémentaires entraînées par des décisions du Conseil, dit qu'il devrait faire état aussi des économies réalisées à la suite des décisions du Conseil.

25. M. VIAUD (France) fait observer que les incidences financières mentionnées dans le rapport n'ont pas une valeur contraignante, et qu'il est d'usage que les délégations réservent leur position en attendant l'examen de ces questions par l'Assemblée générale. Il faut espérer que les dépenses supplémentaires pourront être absorbées dans la masse du budget sans qu'il en résulte une augmentation nette pour celui-ci.

26. M. Viaud appuie la suggestion que vient de faire le représentant de la Tunisie. De plus, le Conseil pourrait exprimer le vœu que le budget soit réaménagé de manière à assurer une utilisation plus efficace des ressources de l'Organisation.

27. M. OLDS (Etats-Unis d'Amérique) souscrit aux observations du représentant de l'Union soviétique au sujet du point 6 a. Il estime que le Conseil devrait accorder plus d'attention à la question importante de la détermination de l'ordre de priorité des activités de l'ONU, de façon à gérer plus efficacement le budget de l'Organisation. A ce propos, M. Olds appelle l'attention du Conseil sur les paragraphes 39 à 43 de la lettre adressée au Président du Conseil par le Président du CCQAB (E/L.1342).

28. M. KASSATKIN (Union des Républiques socialistes soviétiques) appuie la suggestion du représentant de la Tunisie.

29. M. ALLEN (Royaume-Uni) fait observer qu'aucun pays n'est lié par les décisions du Conseil en ce qui concerne les incidences financières. La délégation du Royaume-Uni réserve donc sa position en attendant que ces questions

soient examinées par la Cinquième Commission de l'Assemblée générale. Il faudra notamment que celle-ci étudie avec attention les incidences financières de la Conférence sur le milieu humain, car il n'est pas certain que le chiffre indiqué dans le rapport à ce sujet résulte vraiment d'une décision prise par le Conseil.

30. M. PAPOULIAS (Grèce) souscrit aux observations faites par les représentants de l'URSS, des Etats-Unis et du Royaume-Uni au sujet des incidences financières. Il est normal que les décisions prises par le Conseil à ce sujet soient revues par la Cinquième Commission de l'Assemblée générale.

31. Par ailleurs, le représentant de la Grèce note que certaines incidences financières de résolutions adoptées par le Conseil, comme la résolution relative à l'étude préparatoire sur les structures régionales, ne sont pas mentionnées dans le rapport.

32. Le PRÉSIDENT suggère que le Conseil prenne note du rapport du Secrétaire général sur les incidences financières des décisions prises par le Conseil à sa quarante-neuvième session (E/4913).

Il en est ainsi décidé.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (*fin*)

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/4916)

33. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à examiner le rapport du Comité économique sur le point 3 (E/4916), et notamment le projet de résolution qui figure au paragraphe 11 de ce document.

34. M. PATRIOTA (Brésil) dit que sa délégation aurait préféré que le Conseil soit saisi d'un projet de résolution qui aurait amélioré les conclusions présentées par le Comité préparatoire en éliminant certaines divergences d'opinions concernant les méthodes, les objectifs, les dates limites ainsi que l'importance et la portée de la deuxième Décennie. La délégation brésilienne se félicite cependant que le Comité économique ait pu se mettre d'accord sur un texte qui a été approuvé par presque tous les pays développés représentés au Conseil et qui indique de la part des pays en voie de développement la ferme détermination de faire connaître à la communauté internationale leurs aspirations légitimes. Tous les pays en voie de développement sont décidés à faire un effort considérable pour réaliser une croissance économique continue et soutenue. Ils voudraient modifier les structures actuelles de l'économie internationale de façon que les obstacles internationaux n'entravent plus les efforts déployés sur le plan interne. Le paragraphe 5 du projet de résolution mentionne certaines de leurs aspirations légitimes, qui, il faut l'espérer, pourront être prises en considération par la CNUCED et finalement par l'Assemblée générale à un niveau politique plus élevé. La délégation

brésilienne approuve le projet de résolution tout en espérant que des dispositions encore plus satisfaisantes pourront être adoptées à la prochaine session du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED et à celle de l'Assemblée générale.

35. M. NESTERENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne que la question de la deuxième Décennie du développement a suscité un vif intérêt au cours de la présente session du Conseil. Les membres du Conseil se sont attachés à rechercher les moyens qui permettraient le plus sûrement de réaliser les objectifs fixés. Il est normal que le problème de la deuxième Décennie ait suscité des discussions et des controverses, puisqu'il s'agit d'une question étroitement liée à l'examen des problèmes plus généraux du développement dans le monde, c'est-à-dire aux problèmes de la stratégie globale du développement. Il est également normal que les points de vue soient divergents et opposés, étant donné qu'il existe dans le monde des systèmes économiques et sociaux différents et que, par conséquent, les divers pays du monde ont des avis différents sur le point de savoir dans quelle direction le monde doit progresser.

36. Au cours de l'examen de la question par le Comité économique, on a pu entendre certains propos déplacés, qui ont gêné l'étude sérieuse et approfondie du problème. Au moment où la question est discutée en séance plénière, chacun doit oublier ses sentiments personnels et s'efforcer de faire avec objectivité le bilan du travail accompli. Pour sa part, la délégation soviétique voudrait relever les aspects positifs de la discussion. Il est intéressant de noter qu'on a admis toute l'importance que revêt le progrès des pays en voie de développement pour assurer la stabilité économique et sociale, améliorer la situation politique et économique, et maintenir la paix et la sécurité dans le monde. Le Conseil a examiné cette question de façon approfondie et il a abouti à un accord unanime sur cette question de principe.

37. Un autre élément positif est le fait que les gouvernements de certains pays développés ont indiqué leurs intentions en ce qui concerne l'aide à apporter aux pays en voie de développement et à l'égard de la deuxième Décennie dans son ensemble. Ces gouvernements ont indiqué qu'ils étaient disposés, non seulement à continuer à fournir une assistance, mais encore à l'accroître. Plusieurs délégations des pays en voie de développement ont dit que leurs pays étaient prêts à faire tous les efforts possibles, au niveau national, pour assurer leur développement social, économique et culturel. C'est seulement si ces conditions sont remplies que le progrès est possible dans les pays en voie de développement, quelle que soit l'assistance extérieure.

38. Il y a lieu de se féliciter que le Comité économique ait pu réaliser l'unanimité sur un certain nombre d'aspects du vaste problème que pose la deuxième Décennie. Le temps consacré par le Comité économique à l'établissement du projet de résolution n'est pas du temps perdu. En effet, une grande partie de ce texte reflète l'opinion commune des membres du Conseil. Le Président n'a pas encore fait savoir si le projet de résolution serait mis aux voix ou adopté sans vote. Si le vote a lieu paragraphe par paragraphe, la

délégation soviétique votera pour les paragraphes 1, 2, 4, 7, 9, 10 et 11 de la partie A. Elle n'a aucune véritable objection à formuler contre le paragraphe 3, mais doit faire de sérieuses réserves à l'égard du paragraphe 6, et elle ne peut approuver le paragraphe 5, qui manque de réalisme. Elle votera également pour la partie B.

39. Le Comité économique a fait preuve de la sagesse nécessaire en rejetant tout détail inutile ainsi que les points sur lesquels il n'y avait pas accord. Il aura donc réussi à faciliter la tâche difficile de l'Assemblée générale, qui doit adopter un programme pour la deuxième Décennie. C'est là une contribution utile. L'examen du problème par le Conseil devrait permettre à l'Assemblée générale de prendre plus facilement une décision définitive. Etant donné la tâche qui incombe à l'Assemblée générale, la délégation soviétique a accepté que tous les documents mentionnés au paragraphe 1 du projet de résolution soient transmis à cette assemblée. Cependant, comme la délégation soviétique n'approuve pas tous les documents, elle a demandé qu'ils soient accompagnés d'un exposé de l'opinion des différentes délégations.

40. Le Comité économique n'a malheureusement pas pu parvenir à un accord total, bien que cette possibilité soit apparue à un moment donné. La délégation soviétique a fait tous les efforts possibles pour que l'unanimité soit réalisée. Elle regrette vivement le reproche qui lui a été adressé de ne pas avoir consenti à faire les concessions nécessaires, ce qui aurait empêché d'aboutir à un accord. La délégation soviétique a cependant fait de nombreuses concessions, et si certains pays en voie de développement s'étaient montrés plus réalistes et avaient compris les difficultés auxquelles se heurte l'Organisation des Nations Unies, une décision concertée aurait pu être obtenue. Certaines délégations se sont montrées trop exigeantes. Elles devraient être plus compréhensives à l'égard de problèmes qui ne pourront jamais être résolus si l'on ne fait pas preuve d'une grande objectivité. Chacun dans le monde doit agir en fonction de ses propres responsabilités, et ce n'est pas la faute de la délégation soviétique si le Comité économique n'a pu enregistrer le maximum de résultats. La délégation soviétique a indiqué à plusieurs reprises que, quelle que soit la résolution adoptée, le Gouvernement soviétique était disposé à continuer à fournir son aide aux pays en voie de développement, et même à l'accroître dans divers domaines.

41. C'est pourquoi les pays socialistes membres du Conseil tiennent à faire la déclaration suivante.

“Les pays socialistes membres du Conseil économique et social, qui sont disposés à apporter une contribution concrète à la réalisation des objectifs humanitaires énoncés dans la Charte des Nations Unies et inquiets du sort des centaines de millions d'êtres humains qui vivent et travaillent encore dans le monde dans des conditions extrêmement difficiles, appuient l'idée de mettre au point, sous l'égide des Nations Unies, un vaste programme de mesures destinées à éliminer du monde contemporain cette manifestation d'injustice sociale et économique.

“En particulier, ils considèrent avec une grande compréhension les difficultés auxquelles se heurtent les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amé-

rique latine pour édifier leur économie et réaliser leur progrès social.

“C’est pourquoi ils estiment que toute mesure adoptée par les Nations Unies au sujet de la deuxième Décennie du développement devrait être fondée sur des principes véritablement conçus pour accélérer le développement social et économique.

“La position des pays socialistes membres du Conseil économique et social en ce qui concerne la deuxième Décennie du développement a été exposée à maintes reprises dans les organes des Nations Unies. En particulier, elle a été définie dans les documents suivants : A/7491¹, du 24 février 1969; E/AC.54/L.32/Add.12, du 8 mai 1969; E/4719, du 30 juin 1969; A/C.2/248, du 20 novembre 1969; et E/AC.6/L.414, du 17 juillet 1970.

“Les pays socialistes membres du Conseil économique et social n’ont aucune responsabilité en ce qui concerne le document A/7982, du 3 juin 1970, car ce document a été établi par un organe dont, pour des raisons connues et pleinement justifiées, ils ne font pas partie et qui a mené ses travaux sans tenir compte de leur position à l’égard de la deuxième Décennie du développement.

“Ce document ne contient aucune évaluation objective de la première Décennie et n’indique pas les raisons de son échec. Cette évaluation est cependant indispensable pour éviter que les insuffisances et les erreurs de la première Décennie ne se répètent dans l’avenir. Il ne mentionne pas la nécessité de normaliser les relations internationales, d’empêcher les actes d’agression, de prendre des mesures efficaces en vue d’un désarmement universel et complet, d’assurer une paix stable et durable sur la terre, de réaliser les objectifs énoncés dans la Déclaration sur l’octroi de l’indépendance aux pays et aux peuples coloniaux — qui prévoit notamment une lutte décisive contre la politique de néocolonialisme —, et de mettre en pratique les principes progressistes en matière de relations économiques internationales qui ont été approuvés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa première session — condition primordiale pour assurer le progrès économique et social et pour atteindre les buts et objectifs de la deuxième Décennie du développement.

“Ce document incite les pays en voie de développement à ouvrir encore plus largement leur économie à la pénétration des capitaux privés étrangers et passe sous silence les conséquences extrêmement fâcheuses qui en résultent pour ces pays.

“Les pays socialistes membres du Conseil économique et social ne se considèrent pas comme liés par les données quantitatives présentées dans ce document, et en particulier par l’obligation de transférer chaque année aux pays en voie de développement des ressources financières s’élevant à 1 p. 100 de leur produit national brut.

“Ces obligations ne lient en aucune façon les pays socialistes, car l’entière responsabilité du retard économique des pays en voie de développement incombe aux

anciennes puissances coloniales et aux Etats capitalistes développés, qui ont poursuivi et continuent à poursuivre une politique néocolonialiste à l’égard des pays en voie de développement.

“En même temps, les pays socialistes membres du Conseil économique et social déclarent qu’ils continueront à étendre leur coopération mutuellement avantageuse avec les pays en voie de développement dans les domaines commercial, économique, scientifique et technique, en se fondant sur des propositions pratiques et économiquement valables pour le développement de cette coopération, compte tenu à la fois de leurs propres possibilités et de celles des pays en voie de développement. Ils emploieront, comme ils l’ont fait jusqu’ici, des formes et des méthodes de coopération avec ces pays qui correspondent parfaitement à leurs plans et programmes de développement social et économique et qui garantissent le respect de leur souveraineté nationale et de leur droit inconditionnel à disposer pleinement de leurs propres ressources naturelles.

“En accordant une aide, y compris une aide politique et militaire, aux pays en voie de développement, les pays socialistes se fondent sur l’idée qu’ils ont une obligation internationale à l’égard des peuples d’Asie, d’Afrique et d’Amérique latine qui luttent pour leur indépendance nationale, politique et économique.

“Fermement convaincus que l’élimination du retard d’un grand nombre de pays du monde — retard dû au colonialisme et au néocolonialisme — est l’un des plus graves problèmes de l’heure présente, les pays socialistes se fondent également sur l’idée que l’Organisation des Nations Unies ne peut se désintéresser des problèmes sociaux et économiques qui se posent aux travailleurs des pays capitalistes développés : exploitation intensifiée, aggravation du chômage, violation des droits fondamentaux et des libertés fondamentales de l’homme, concentration accrue de la richesse entre les mains d’un petit nombre de personnes, et pauvreté croissante et absence de perspectives d’avenir pour la grande masse des pauvres gens.

“En outre, aucun programme international à long terme ne peut méconnaître l’existence de problèmes tels que l’apparition dans le monde de menaces à la vie humaine dues à la pollution excessive du milieu humain, à la pénurie d’eau pour alimenter les systèmes de distribution publique et à l’aggravation du problème du logement. La solution de ces problèmes ne peut être indéfiniment ajournée, car ils entravent le développement social et économique dans le monde entier, y compris les pays en voie de développement. Les années 70 devraient donc voir la réalisation de progrès économiques et sociaux substantiels dans tous les pays du monde.”

42. Il faut espérer que maintenant aucun pays n’aura plus de doute quant à la position adoptée par les pays socialistes membres du Conseil en ce qui concerne l’assistance à apporter aux pays en voie de développement pour assurer leur progrès économique et social.

43. M. Nesterenko demande que sa déclaration figure dans le rapport du Conseil.

¹ Voir *Documents officiels de l’Assemblée générale, vingt-troisième session, Annexes*, point 37 de l’ordre du jour.

44. Le PRÉSIDENT dit qu'il sera tenu compte de la demande du représentant de l'Union soviétique.

45. M. GUELEV (Bulgarie) dit que la délégation bulgare s'associe entièrement au point de vue exprimé par le représentant de l'URSS en ce qui concerne les problèmes de la deuxième Décennie du développement. Il est également d'accord avec les observations formulées par M. Nesterenko sur le projet de résolution dont le Conseil est saisi. La délégation bulgare a déjà exposé sa position devant le Comité économique. Elle regrette que celui-ci n'ait pu arriver à un accord sur l'ensemble du projet, et elle confirme qu'elle est disposée à participer à l'élaboration du programme de la deuxième Décennie.

46. M. MOJSOV (Yougoslavie) se félicite de ce que les efforts pour aboutir à un accord n'aient pas été vains et qu'il n'y ait pas eu au Comité économique une seule voix contre le projet de résolution. Les pays en voie de développement ont montré qu'ils étaient prêts à faire des concessions en vue de permettre un accord sur les points les plus importants. Pour sa part, la délégation yougoslave a fait de son mieux pour que l'unanimité puisse se faire. Malheureusement, le texte n'a pas été appuyé par toutes les délégations.

47. Ce projet de résolution n'a pas pour but de commenter le passé — il prépare l'avenir. Il est vrai que l'accord n'a pu se faire sur certaines questions d'une importance primordiale, mais il a été tenu compte des principales préoccupations exprimées à la présente session. La résolution pourra donc être un bon point de départ en vue d'efforts constructifs. Les points énumérés au paragraphe 5 du dispositif sont ceux dont la solution paraît indispensable aux pays en voie de développement pour que puissent être atteints les objectifs de la deuxième Décennie. Ces pays auraient préféré faire mention dans le projet de résolution de la résolution 2411 (XXIII) de l'Assemblée générale ainsi que des travaux du Comité préparatoire.

48. De l'avis de la délégation yougoslave, le projet de résolution représente un effort honnête de la part des pays en voie de développement pour obtenir un accord unanime au sein du Conseil. Elle est convaincue que ce texte permettra d'aboutir sur le plan international à un accord sur la stratégie du développement, avec la participation de tous les pays.

49. M. DUBEY (Inde) souligne que sa délégation attache une grande importance à la question de la deuxième Décennie du développement. C'est le Ministre des affaires étrangères de l'Inde qui a suggéré en séance plénière (1700e séance) de constituer un groupe de travail chargé de poursuivre les négociations en vue d'aboutir à un accord. Malgré les efforts déployés par ce groupe de travail, les résultats ne sont pas véritablement satisfaisants. La délégation indienne tient à exprimer son désappointement. Le Gouvernement indien fera tous ses efforts pour qu'un accord plus large puisse être réalisé lors de l'examen de la question par l'Assemblée générale. Pour le succès de la Décennie, il est indispensable de trouver une solution sur les points énumérés au paragraphe 5 de la partie A du projet de

résolution. L'attitude de l'Inde dépendra de la manière dont cette question sera résolue.

50. M. PANGGABEAN (Indonésie) dit qu'en tant que coauteur du projet de résolution il appuiera ce projet s'il est mis aux voix. Il regrette toutefois qu'il n'ait pas recueilli l'unanimité.

51. A la 1699e séance, le Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie a lancé un appel pour que le Conseil s'efforce d'obtenir l'accord de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies en vue de mettre au point une stratégie internationale du développement et d'assurer le succès de la deuxième Décennie. Le fait qu'une partie de la communauté internationale ne participe pas à cette entreprise risque de faire échouer les efforts en vue du développement. Il est regrettable que, après des négociations aussi ardues, il n'ait pas été possible de persuader les pays socialistes de partager le fardeau de la responsabilité de la stratégie internationale. Il est également regrettable que le Conseil ne puisse présenter à l'Assemblée générale un document approuvé par tous les membres du Conseil. Les pays en voie de développement se sont pourtant abstenus de demander des engagements précis. Ils se sont bornés à mentionner les points qui méritent une attention particulière.

52. La résolution pourra cependant servir de base à des négociations ultérieures. C'est pourquoi il ne faut pas perdre tout espoir, et la déclaration du représentant de l'Union soviétique permet de conserver un certain optimisme.

53. M. GUILLÉN (Pérou) dit que sa délégation appuiera le projet de résolution si celui-ci est mis aux voix. De l'avis du Gouvernement péruvien, tout le succès de la Décennie dépend du compromis qui interviendra en ce qui concerne les efforts des pays en voie de développement, d'une part, et ceux des pays développés, d'autre part. Sans l'union des efforts, la stratégie du développement n'aurait plus de sens. Il s'agit là, non du geste généreux de quelques pays, mais de la mise en oeuvre des Articles 55 et 56 de la Charte, qui ont été acceptés par tous les membres du Conseil.

54. M. HUDA (Pakistan) se félicite que les difficiles négociations qui viennent de se dérouler aient abouti à l'adoption d'un projet de résolution. Bien qu'il n'ait pas été adopté à l'unanimité, ce texte viendra en aide aux pays en voie de développement au cours de la deuxième Décennie. Il est cependant regrettable qu'une question si importante ait été discutée non par le Conseil lui-même, mais par le Comité économique.

55. Les pays en voie de développement ont accepté certains objectifs, mais il semble que ce soient eux qui fassent tous les sacrifices qui permettront de les réaliser. S'ils ne refusent certes pas de faire ces sacrifices, ils espèrent obtenir de la part des pays développés certains engagements qui les aideront dans leur tâche. Il faut espérer qu'à la prochaine session de l'Assemblée générale des décisions seront prises en vue de fournir aux pays en voie de développement l'aide qui leur permettra d'atteindre les objectifs de la deuxième Décennie du développement.

56. Pour M. VIAUD (France), les résultats obtenus par le Comité économique dans l'examen du point 3 de l'ordre du jour, sans être à la hauteur de ce que l'on attendait, n'inclinent cependant pas au pessimisme. Il faut maintenant faire en sorte que l'Assemblée générale puisse, au moment où elle célébrera son vingt-cinquième anniversaire, lancer un programme de développement auquel tous les pays participeront. La France estime que c'est là une chose possible, et dans les mois qui viennent elle fera tout ce qui est en son pouvoir pour contribuer à ce résultat.

57. Evidemment, un certain nombre de questions sont encore sujettes à controverse : elles sont énumérées au paragraphe 5 du dispositif de la partie A du projet de résolution. Toutes n'ont pas la même importance; le volume du transfert de ressources (objectif de 1 p. 100) est souvent mis au premier plan, mais certains objectifs secondaires suscitent aussi des difficultés. On peut espérer que ces difficultés seront surmontées avant la session de l'Assemblée générale.

58. Dans l'immédiat, il importe que le Conseil, étant donné les responsabilités qui lui incombent aux termes de la Charte, prenne une décision significative, afin de jeter les bases des discussions futures. Il est donc satisfaisant qu'il ait pu parvenir à un accord, même sur un texte imparfait. La France portait un intérêt particulier à la partie B du projet de résolution, qui a trait au rôle du Conseil dans l'évaluation des résultats de la deuxième Décennie; l'accord auquel on est parvenu dans ce domaine lui paraît donc réconfortant. Elle le juge plus utile encore que les décisions concernant la définition des objectifs et des moyens de la deuxième Décennie. En particulier, le rôle du Conseil dans l'évaluation offrira matière à discussion entre gouvernements, et permettra d'arriver à des arrangements pour assurer la participation de tous. Le représentant de la France note avec satisfaction que l'URSS, en dépit des critiques qu'elle a formulées, n'a pas refusé de participer au travail d'évaluation.

59. Le travail de préparation de la deuxième Décennie accompli jusqu'ici a fait l'objet de critiques compréhensibles, étant donné que les pays socialistes n'y ont pas participé. Cependant, c'est vers l'avenir qu'il faut maintenant se tourner, et M. Viaud constate que le texte du projet de résolution et les observations dont il a fait l'objet permettent un certain optimisme. Il souhaite que ce projet de résolution soit adopté par acclamation, étant entendu qu'il sera pris note de la position des diverses délégations. Si le Conseil pouvait agir ainsi, son travail s'achèverait sur une note d'espoir.

60. M. ASANTE (Ghana) pense, comme le représentant de la France, que le projet de résolution devrait être adopté par acclamation, bien que le Comité économique n'ait pas pu l'adopter à l'unanimité.

61. La délégation ghanéenne n'est pas entièrement satisfaite de ce texte; elle a expliqué pourquoi au Comité économique. A son avis, le Conseil aurait dû adopter une meilleure méthode de travail sur ce point de son ordre du jour, afin que l'Assemblée générale puisse ensuite prendre une décision plus rapide. De nombreuses difficultés ne sont

pas surmontées, ainsi qu'il ressort du paragraphe 5 du dispositif de la partie A; pourtant, elles avaient été examinées en profondeur par le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED.

62. Malgré tout, il ne faut pas se laisser aller au découragement : la préparation de la deuxième Décennie est un exercice difficile, dans lequel on ne peut pas aboutir à un accord résolu. Dans l'immédiat, il faudrait que le projet de résolution soit adopté par l'ensemble du Conseil; ensuite, l'Assemblée générale tiendrait compte des réserves des pays socialistes pour élaborer, à sa vingt-cinquième session, un texte qui puisse être accepté par tous.

63. M. QUARONI (Italie) dit que la participation de tous les pays est indispensable au succès de la deuxième Décennie. C'est dans cet esprit que l'Italie a participé aux consultations qui ont eu lieu au cours de la session. Elle souhaite donc, comme la France, que le projet de résolution soit adopté par consensus.

64. La délégation italienne a cependant une réserve à formuler en ce qui concerne le paragraphe 11 du dispositif de la partie A : elle estime que la question du niveau de la représentation des gouvernements lors de l'élaboration finale du projet de stratégie doit être laissée à la discrétion des gouvernements eux-mêmes.

65. D'autre part, tout en jugeant satisfaisant le rôle d'évaluation prévu pour le Conseil dans la partie B, elle aurait souhaité que ce rôle soit davantage précisé.

66. Le Gouvernement italien étudie en ce moment ses possibilités d'aide aux pays en voie de développement dans le cadre de ses plans nationaux. C'est sur la base des décisions qu'il va prendre à ce sujet que la délégation italienne participera aux travaux futurs d'élaboration de la stratégie du développement.

67. M. NESTERENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques), répondant à une remarque du représentant de l'Indonésie, dit qu'il est faux de prétendre que les pays socialistes ne veulent pas partager le fardeau des pays en voie de développement. Il rappelle à ce représentant que l'URSS a accordé une aide importante à son pays.

68. Si l'URSS a des réserves à faire sur le projet de résolution présenté par le Comité économique, c'est qu'à son avis les points mentionnés au paragraphe 5 du dispositif de la partie A ne correspondent pas aux conditions du succès de la deuxième Décennie. La délégation soviétique a indiqué ces conditions à maintes reprises, et elle l'a encore fait à la présente séance; elle regrette que les auteurs du projet de résolution ne les aient pas reconnues. Pourtant, l'URSS, étant donné l'expérience qu'elle a acquise au cours des 50 dernières années, est bien placée pour connaître les conditions du progrès économique et social.

69. A l'intention du représentant de la France, M. Nesterenko souligne que la délégation soviétique appuie sans réserve la partie B du projet de résolution, qui a trait au rôle du Conseil en matière d'évaluation. Ce représentant a aussi regretté que les pays socialistes n'aient pas pris part aux travaux du Comité préparatoire. L'URSS avait elle-même

prédit les conséquences de cette situation : maintenant, il faut, non pas l'oublier, mais en tirer la leçon.

70. M. HAMID (Soudan) ne pense pas qu'une coopération internationale réelle puisse s'instaurer si les pays socialistes ne participent pas à la deuxième Décennie — sans parler des pays qui ne sont pas membres de l'ONU. Malgré les difficultés auxquelles on se heurte à cet égard, M. Hamid tient à remercier les représentants de l'URSS et de la Bulgarie, qui, dans leurs déclarations, ont donné l'assurance que leurs pays accroîtraient leur aide aux pays en voie de développement.

71. Le représentant du Soudan estime, comme les représentants de l'Inde et du Pakistan, que les points mentionnés dans le projet de résolution comme n'ayant pu encore faire l'objet d'un accord sont en fait les questions essentielles. Après avoir rappelé que le Soudan est coauteur du texte, M. Hamid exprime le souhait qu'il soit largement appuyé.

72. M. NOLAN (Irlande) estime que le projet de résolution présenté par le Comité économique constitue le meilleur compromis auquel il était possible d'aboutir à ce stade. La délégation irlandaise a cependant quelques réserves à faire sur ce texte, étant donné la position qu'elle a déjà prise au Comité préparatoire, et qui est indiquée dans le rapport de ce comité.

73. M. PANGGABEAN (Indonésie) regrette que le représentant de l'URSS l'ait mal compris : il avait simplement déploré que l'on n'ait pas pu persuader les pays socialistes de partager les responsabilités découlant du projet de stratégie.

74. M. DRISS (Tunisie) pense que le point 3 de l'ordre du jour aurait dû être discuté en séance plénière plutôt qu'au Comité économique. Il regrette aussi que le Conseil n'ait pas entendu dès les premiers jours de sa session la déclaration que vient de faire le représentant de l'URSS. Pourtant, l'Union soviétique et les pays socialistes ont fait un réel effort de compromis au cours des consultations, et M. Driss avait espéré qu'on aboutirait à un consensus. La Tunisie, pour sa part, n'a pas hésité à faire des concessions dans ce but.

75. C'est maintenant l'Assemblée générale qui va poursuivre la discussion sur la deuxième Décennie. Toutefois, avant que le Conseil n'achève son travail sur cette question, M. Driss pense que les auteurs du projet de résolution devraient encore se consulter pour le modifier s'il s'avérait qu'il ne peut pas être adopté par acclamation.

76. M. BRECKENRIDGE (Ceylan) dit que le paragraphe 5 de la partie A du projet de résolution reflète les insuffisances de la tentative de compromis effectuée et démontre la nécessité d'une plus grande collaboration. Selon sa délégation, ce paragraphe ne constitue pas un plan de développement économique, mais énumère certaines des grandes questions devant être réglées à l'échelon international. Cela étant, Ceylan convient de la nécessité de résoudre ces questions.

77. La délégation ceylanaise se félicite de la déclaration faite au nom des pays socialistes membres du Conseil par le représentant de l'Union soviétique. Ceylan sait quelle part les pays socialistes prennent dans le développement économique des pays en voie de développement, et reconnaît le rôle essentiel qu'ils doivent jouer dans la stratégie du développement. De plus, Ceylan partage beaucoup des préoccupations exprimées par le représentant de l'URSS dans sa déclaration.

78. Le PRÉSIDENT suggère que le projet de résolution figurant au paragraphe 11 du rapport du Comité économique (E/4916) soit adopté sans vote, compte tenu des réserves et des observations auxquelles il a donné lieu.

Le projet de résolution est adopté.

POINT 31 DE L'ORDRE DU JOUR

Dispositions relatives au rapport du Conseil à l'Assemblée générale

79. Le PRÉSIDENT suggère que le Conseil, suivant sa pratique habituelle, autorise son président à préparer son rapport à l'Assemblée générale en consultation avec les vice-présidents et le Secrétariat.

Il en est ainsi décidé.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/4869)

80. Le PRÉSIDENT, rappelant la décision prise par le Conseil à la reprise de sa quarante-septième session², et constatant qu'aucune demande de discussion n'a été présentée concernant le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, déclare que le Conseil transmet ce rapport à l'Assemblée générale et qu'une mention à cet effet figurera dans le rapport du Conseil à l'Assemblée générale.

Il en est ainsi décidé.

Ajournement de la session

81. Le PRÉSIDENT remercie les représentants des Etats Membres, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales, ainsi que les membres des divers secrétariats de Genève, de New York et des commissions économiques régionales, pour leur contribution aux travaux de la quarante-neuvième session du Conseil — session particulièrement importante, puisqu'elle se situe au moment de la célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'ONU et à la veille du lancement de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la quarante-septième session, Supplément No 1A*, p. 3.

82. De graves difficultés internationales subsistent actuellement. Le monde reste divisé, et il faut regretter que l'ONU ne soit pas encore devenue universelle, comme le Secrétaire général le souhaite. Beaucoup de chiffres cités au cours des débats révèlent que le fossé qui existe entre pays développés et pays en voie de développement se creuse; pour 2 milliards d'êtres humains, une dure réalité se cache derrière ces chiffres.

83. Devant cette situation, le Conseil s'est efforcé honnêtement d'envisager les dangers et les défis du présent et de l'avenir, comme le Secrétaire général le lui avait demandé dans sa déclaration d'ouverture. Cependant, il n'a peut-être pas montré toute l'énergie qu'exigent les circonstances. Il a remis à plus tard l'examen de questions importantes, telles que l'application des techniques de calcul électronique au développement, le tourisme et l'exode du personnel qualifié. Cela amène à souhaiter que les méthodes de travail qu'il applique aux problèmes importants soient modifiées. En revanche, le Conseil a pu examiner en détail la situation économique mondiale; il a été aidé dans cette tâche par la participation de responsables du rang le plus élevé. Quant à la situation dans le domaine social et dans le domaine des droits de l'homme, il l'avait examinée en profondeur à sa quarante-huitième session, et il avait alors pris les décisions appropriées.

84. En matière de coopération internationale, le Conseil a pris connaissance de projets pleins d'imagination, tels que les équipes consultatives multinationales interdisciplinaires en matière de développement et la création d'un groupe international de volontaires pour le développement. La résolution recommandant à l'Assemblée générale de créer ce groupe à partir du 1er janvier 1971 constitue l'une des initiatives positives de la session; le Conseil a pu y indiquer des lignes directrices qui seront très utiles à l'Assemblée générale dans l'élaboration du mandat définitif des Volontaires des Nations Unies.

85. Les décisions prises en ce qui concerne les stupéfiants et les catastrophes naturelles sont également opportunes et positives. Dans le domaine de la science et de la technique, le Conseil s'est félicité du travail du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, et a invité tous les organes et organismes des Nations Unies à tirer parti des conseils de ce comité. Il a également examiné certains problèmes spécifiques, prenant note du rapport d'activité du Secrétaire général sur le problème des protéines et du rapport du même Comité consultatif concernant l'enseignement des sciences, et recommandant aux gouvernements et aux organisations compétentes, l'UNESCO notamment, de s'appuyer sur ce dernier document pour prendre les décisions qui conviennent.

86. Le Conseil n'a pu procéder qu'à un examen préliminaire du rapport du Secrétaire général sur l'application des techniques de calcul électronique au développement, et il étudiera la question à fond à sa cinquantième session.

87. Le milieu humain est actuellement un des domaines d'activités les plus importants de l'ONU. A cet égard, le Conseil a pris note de l'avancement des préparatifs de la Conférence des Nations Unies qui doit se tenir à Stockholm. Il a souhaité que la Conférence soit orientée vers

l'action, et estimé qu'elle contribuerait à la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie.

88. Le Conseil a décidé de préparer une étude sur les utilisations traditionnelles et nouvelles de la mer. Etant donné l'évolution récente des utilisations de la mer, il est nécessaire que la communauté internationale établisse un régime avantageux pour l'humanité tout entière. Le Conseil pourra contribuer grandement à l'élaboration de nouvelles formes de coopération internationale dans ce domaine.

89. Le Conseil a sagement décidé de reporter à sa cinquante et unième session l'examen des arrangements institutionnels futurs concernant la science et la technique, pour attendre que les problèmes qui se posent soient davantage clarifiés.

90. La deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement constituait sans aucun doute le point le plus important de l'ordre du jour. Si sa préparation suscite des difficultés, qui se sont manifestées au cours de la session, il ne faut cependant pas être pessimiste. Le Président demande maintenant à tous les gouvernements d'étudier attentivement ces difficultés, afin d'aboutir à un plein accord à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale. La deuxième Décennie donnera au Conseil l'occasion de renforcer ses activités et son rôle en aidant l'Assemblée générale dans l'évaluation globale de l'application de la stratégie internationale du développement. La création d'un Comité permanent des ressources naturelles facilitera sa tâche à cet égard.

91. Les délégations ont unanimement souhaité un renforcement du Conseil. Au cours des vingt-cinq dernières années, celui-ci s'est en effet écarté de la voie qui lui est tracée dans la Charte. Il est trop absorbé par ce que l'on a appelé la coordination mécanique; il faut qu'il devienne un instrument efficace de formulation de politiques dans le domaine économique et social: il échappera ainsi au malaise qu'il connaît actuellement. Mais une telle transformation serait impossible sans un appui résolu des gouvernements; ceux-ci devront donc réexaminer les principes fondamentaux de la coopération internationale, afin d'acquérir un sens plus développé de leurs responsabilités envers la communauté internationale.

92. M. OLDS (Etats-Unis d'Amérique) rend hommage à son collègue de la délégation des Etats-Unis, M. Kotschnig, qui s'apprête à quitter son poste après vingt-cinq ans de service auprès de l'Organisation des Nations Unies. Les pays d'Europe occidentale et quelques autres gouvernements ont demandé à M. Kotschnig de bien vouloir parler en leur nom pour l'ajournement de la session.

93. M. KOTSCHNIG (Etats-Unis d'Amérique) remercie ses collègues membres du Conseil qui l'ont désigné comme porte-parole. De leur part, il félicite le Président, qui a guidé les travaux du Conseil avec perspicacité et sans jamais perdre de vue l'essentiel. Grâce à lui, les solutions qui sont intervenues ne sont pas de simples compromis, mais serviront de base pour élargir les résultats déjà obtenus.

94. M. Kotschnig tient également à remercier les membres du Bureau, ainsi que le personnel du Secrétariat, à tous les

échelons de la hiérarchie, qui a contribué à la bonne marche des travaux.

95. Certains ont eu l'air de dire que les débats du Conseil n'allaient pas se terminer exactement sur un succès. Fort de son expérience de quarante-cinq sessions, M. Kotschnig est enclin à penser le contraire. La question du PNUD et celle de la deuxième Décennie du développement n'ont certes pas été réglées, mais elles sont si complexes que personne n'aurait pu s'attendre qu'elles le soient à la présente session, et les débats auront apporté une contribution extrêmement utile à la préparation de la deuxième Décennie.

96. Quant aux activités de coordination, elles ne doivent pas porter uniquement sur l'élimination des cas de chevauchement et de double emploi, mais viser aussi à renforcer les structures déjà en place. A cet égard, c'est une bonne chose que les membres du Conseil désignent de plus en plus pour siéger au Comité de coordination des personnes qui connaissent à fond les questions dont s'occupe le Conseil.

97. Enfin, si ce sont les gouvernements qui participent aux travaux de l'ONU, il ne faut pas oublier qu'essentiellement l'Organisation est l'émanation des peuples de la terre, qui ont des besoins, des aspirations et des objectifs identiques. Le Conseil et l'ONU s'en rendent compte tous les jours davantage. C'est pourquoi M. Kotschnig a la conviction que, malgré les différences qui restent à surmonter, le monde fera de grands progrès au cours du prochain siècle.

98. M. NESTERENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques), parlant également au nom de la délégation bulgare, félicite le Président de la façon dont il a mené les travaux d'une session difficile, dont les résultats ont été néanmoins utiles, même si le Conseil n'a pu résoudre qu'une petite partie des problèmes dont il avait à traiter.

99. M. Nesterenko rend ensuite hommage à M. Kotschnig à l'occasion de son départ. Certes, M. Kotschnig a le plus souvent défendu des positions opposées à celles de la délégation soviétique, mais celle-ci respecte ses adversaires politiques. M. Kotschnig est resté à son poste pendant de longues années et il a défendu ses idées jusqu'à la fin de la session qui s'achève. M. Nesterenko lui souhaite de longues années de repos tranquille et lui donne l'assurance que la génération qui va prendre la relève au Conseil luttera pour créer des conditions économiques et sociales qui lui permettront de vivre une retraite agréable.

100. M. DUBEY (Inde), parlant au nom des pays d'Asie membres du Conseil, félicite le Président de la façon dont il a dirigé les travaux du Conseil au cours d'une session à laquelle l'aggravation de la crise dans le domaine de la coopération économique internationale et le lancement de la deuxième Décennie du développement ont donné un caractère vraiment décisif. Certes, le Conseil n'a pas réussi dans tous les domaines, mais il a enregistré des succès sur de nombreux points.

101. M. Dubey rend ensuite hommage à M. Kotschnig, de la délégation des Etats-Unis, qui se retire après de longues années de service et qui est resté fidèle à son idéal jusqu'à la fin. Sa contribution à la cause de la coopération économique internationale ne sera pas oubliée, et M. Dubey lui souhaite une heureuse retraite.

102. M. ILBOUDO (Haute-Volta), parlant au nom des membres africains du Conseil, félicite le Président et les membres du Bureau de la façon dont ils ont dirigé les travaux de la session. Il se félicite tout particulièrement de la décision prise par le Conseil de transmettre à l'Assemblée générale, à sa vingt-cinquième session, le projet de stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie.

103. M. Ilboudo remercie ensuite les membres du service des conférences, qui ont contribué, chacun dans leur domaine respectif, au succès de la session.

104. Enfin, il tient à dire sa gratitude au Gouvernement suisse, et adresse ses meilleurs vœux au peuple suisse à l'occasion de sa fête nationale.

105. Mme ZAEFFERER de GOYENECHE (Argentine), parlant au nom des pays d'Amérique latine, se joint aux orateurs qui ont félicité le Président pour la façon dont il a dirigé les débats. L'esprit de collaboration qu'il a suscité a permis de trouver des solutions de compromis à des questions extrêmement controversées.

106. La délégation argentine espère que les résolutions et décisions du Conseil seront approuvées par l'Assemblée générale et qu'elles seront rapidement mises en oeuvre de manière à produire des résultats concrets.

107. Enfin, Mme Zaefferer de Goyeneche adresse à M. Kotschnig ses meilleurs vœux à l'occasion de son départ.

108. M. de SEYNES (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales), parlant également au nom de tous ses collègues du Secrétariat, tient à exprimer sa profonde gratitude à M. Kotschnig, qui a apporté une contribution de valeur aux activités du Conseil pendant de longues années. Les rapports avec lui ont toujours été amicaux et constructifs. Le Conseil vient de traverser des années très difficiles, et beaucoup ont même pensé par moments qu'il devrait passer la main — en fait, sinon en droit ou en droit constitutionnel — en faveur d'autres organes. M. Kotschnig a contribué à entretenir la flamme et à définir, pour le Conseil, des ouvertures possibles. Il s'en va à un moment où l'espoir renaît. Il peut le faire avec satisfaction en pensant à l'oeuvre qu'il a accomplie.

109. Le PRÉSIDENT remercie les membres du Conseil, en son nom personnel et au nom du Bureau, et prononce l'ajournement de la quarante-neuvième session du Conseil.

La séance est levée à 14 h 20.